



**Institut  
EGA**

## **Les enjeux environnementaux en Asie du Sud-Est : Le cas de la Thaïlande**

*Céline Clément*

Responsable - Délégation Asie du Sud, Pacifique & Océanie  
Institut d'Études de Géopolitique Appliquée

---

**Avril 2021**

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur

ISSN : 2739-3283

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'Études de Géopolitique Appliquée, 2021.

### **Comment citer cette publication :**

Céline Clément, « Les enjeux environnementaux en Asie du Sud-Est : Le cas de la Thaïlande », Institut d'Études de Géopolitique Appliquée, 14 avril 2021.

Institut d'Études de Géopolitique Appliquée - 31 Rue de Poissy 75005 Paris

E-mail : [secretariat@institut-ega.org](mailto:secretariat@institut-ega.org)

Site internet : [www.institut-ega.org](http://www.institut-ega.org)



## SOMMAIRE

Introduction – P. 2

### **Les pays d'Asie du Sud-Est vers une conscience environnementale globale – P. 4**

*Un lien étroit entre développement économique et conscience environnementale – p. 4*

*La « crise des déchets » en Asie du Sud-Est – P. 7*

*La diplomatie environnementale, une notion incontournable des relations internationales  
– P. 9*

### **Le cas de la Thaïlande, un « Bébé Tigre » qui tente de progresser en matière environnementale – P. 14**

*Faune et flore menacées et gestion de l'eau : des enjeux environnementaux révélateurs de la  
situation en Asie du Sud-Est – P. 14*

*Vers des coopérations concrètes – P. 19*

*La spécificité thaïlandaise : la voie spirituelle pour l'environnement – P. 23*

## Introduction

L'environnement est devenu un thème incontournable à la compréhension des relations internationales. Aujourd'hui, les États se trouvent à un point de non-retour, qui ne peut les laisser indifférents à la question de la protection de l'environnement. Les pays d'Asie du Sud-Est (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Brunei, Viêt Nam, Laos, Myanmar, Cambodge) ne sont pas en reste. Grâce à leur développement et à leur prise de conscience globale de l'importance du respect de l'environnement, ces pays multiplient les initiatives et les coopérations allant dans ce sens.

L'Asie du Sud-Est doit faire face à de nombreux défis environnementaux : la déforestation massive, la pollution de l'air et des océans, la prolifération des déchets plastiques, la sauvegarde de la biodiversité, une meilleure gestion des ressources en eau douce et le tourisme de masse, ainsi que bien d'autres défis. Résoudre ces problématiques environnementales devient nécessaire afin de garantir un cadre de vie décent pour les populations et permettre une reprise du développement économique pour les générations futures. Ces défis ne sont plus seulement et exclusivement environnementaux, mais ils sont également économiques, politiques, sécuritaires et mettent en jeu de multiples acteurs sur la scène internationale. Cela a pu être constaté avec ce qui a été appelé en 2018 la « crise des déchets », lorsque les pays d'Asie du Sud-Est ont refusé d'accumuler sur leur sol davantage de déchets plastiques venant de l'Occident.

Afin de mieux saisir les nombreux enjeux et acteurs, cette étude se penche sur le cas de la Thaïlande, révélateur de ce qu'il se passe en Asie du Sud-Est en matière d'environnement. Comment se développe la conscience environnementale globale en Asie du Sud-Est ? Comment la Thaïlande fait-elle face à ses nombreux défis environnementaux ? De plus, cette « crise des déchets » en Asie du Sud-Est invite à réfléchir sur

les relations entre occidentaux et asiatiques sur les questions environnementales. Quels rapports de force cela engendre-t-il ? Cette situation est-elle potentiellement source de nouvelles tensions entre États ou bien ouvre-t-elle la voie à davantage de coopération ?

## **I. Les pays d'Asie du Sud-Est vers une conscience environnementale globale**

### *1. Un lien étroit entre développement économique et conscience environnementale*

Le développement économique des pays asiatiques s'est fait de manière progressive sous l'égide de la Chine, deuxième économie mondiale. Les « Quatre Dragons » asiatiques – la Corée du Sud, Taïwan, Hong Kong et Singapour – ont connu dans les années 1980 une croissance économique remarquable basée sur le modèle japonais. Ensuite, dans les années 2000, cela a été au tour des « Tigres Asiatiques », aussi appelés « Bébés Tigres » – la Thaïlande, la Malaisie, l'Indonésie, le Vietnam et les Philippines – d'entrer dans un processus de développement économique poussé par les investissements directs étrangers (IDE) des pays industrialisés. Ces pays sont considérés comme des « nouveaux pays exportateurs » (NPE)<sup>1</sup>. De plus, avec la fondation de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) en 1967, les pays fondateurs (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande) ont décidé de s'unir pour faire barrage aux mouvements communistes pendant la guerre froide, accélérer leur croissance et leur développement et enfin pour garantir la stabilité dans la région. Aujourd'hui, l'ASEAN compte dix membres depuis que le Brunei, le Vietnam, le Laos, le Myanmar et le Cambodge ont rejoint les pays fondateurs (dans l'ordre de leur intégration à l'association). Les pays membres sont alors à même de coopérer, de s'apporter une aide mutuelle et de peser davantage sur la scène internationale. Grâce aux développements économiques propres et en association dans le cadre de l'ASEAN, les pays d'Asie du Sud-Est sont devenus de plus en

---

<sup>1</sup> D. BARJOT, « L'ascension économique de l'Asie : quels facteurs ? Quels modèles ? », *Entreprises et histoire*, vol. 90, no. 1, 2018, pp. 6-24.

plus attractifs financièrement pour les investissements étrangers, ce qui a accéléré le développement global de la région. Entre 2013 et 2018, l'Asie du Sud-Est a attiré des IDE à hauteur de 120 milliards de dollars US. Les investisseurs étrangers misent sur cette région du globe en raison d'une certaine stabilité politique, une main-d'œuvre qui défie toute concurrence et un marché qui s'ouvre de plus en plus. Néanmoins, cet important développement économique s'accompagne de défis majeurs tels que la forte croissance démographique ; l'Asie du Sud-Est compte 653 millions d'habitants en 2018, ce qui représente 9% de la population mondiale. Cette population grandissante a de surcroît des besoins énergétiques plus importants, ce qui est aussi dû à l'urbanisation fulgurante de la région. En effet, on assiste à un exode des populations rurales vers les villes qui, grâce au développement économique, deviennent des agglomérations industrialisées modernes attirant de plus en plus de populations. Mais cette croissance économique est loin d'être sans conséquences pour l'environnement qui en pâtit. **L'Asie du Sud-Est reste très vulnérable face aux changements climatiques, d'une part parce que ses activités économiques sont concentrées sur les littoraux et d'autre part parce que les pays de cette région dépendent de l'agriculture, de la foresterie et principalement des ressources minières<sup>2</sup>.** De plus, la mondialisation des échanges n'a pas forcément aidé dans la façon de gérer les besoins et de consommer. La mondialisation a eu des effets multiples sur l'environnement, certains positifs, comme la prise en compte d'une taxe carbone, et certains plus discutables comme la diffusion de mode de consommation notamment. Les pays du Sud, grâce à un accès accru à l'information, ont tendance à surconsommer à l'image des pays du Nord. Dans une économie mondiale intégrée, les modes de vie s'améliorent et s'homogénéisent au détriment des valeurs

---

<sup>2</sup> E. MOTTET, « La transition énergétique en Asie du Sud-Est », *Hérodote*, vol. 176, no. 1, 2020, pp. 97-111.

écologiques<sup>3</sup>. En cela, les pays d'Asie du Sud-Est sont un bon exemple.

Les pays de l'ASEAN ont compté avant tout sur leur développement économique comme base de leur association ; le but étant de s'entraider pour une meilleure intégration économique. Bien que l'Article 2 de la charte de l'ASEAN indique que les pays membres doivent promouvoir un développement économique respectueux du développement durable, force est de constater que cela reste plutôt symbolique<sup>4</sup>. Beaucoup de spécialistes sont inquiets pour la pérennité de ce modèle de développement. C'est le cas de Bernard Delmas, président de Nihon Michelin Tire Co. et membre du conseil d'administration de CCI France International, évoquant un développement qui devrait être plus « raisonné, équitable et respectueux de l'environnement » pour être pérenne<sup>5</sup>; ou encore de Frédéric Durand, géographe français spécialiste des questions d'environnement et de géopolitique en Asie du Sud-Est, qui écrit que si les pays de l'ASEAN s'obstinent sur leur lancée, la dégradation des milieux et le réchauffement climatique se feront de plus en plus intenses, donnant ainsi raison à l'une des grandes théories en relations internationales, celle de l'effondrement établie par l'américain Jared Diamond qui repose notamment sur des aspects environnementaux<sup>6</sup>.

**Ainsi, il est primordial pour les pays d'Asie du Sud-Est de se tourner vers des initiatives plus vertes qui permettront un renouveau pour leur développement économique.**

<sup>3</sup> L. ABDELMALKI, P. MUNDLER, « Mondialisation des économies et environnement : des relations d'une fausse », *Économie de l'environnement et du développement durable*, sous la direction de L. ABDELMALKI et P. MUNDLER, De Boeck Supérieur, 2010, pp. 145-177.

<sup>4</sup> A. CULLERRE, « ASEAN-Chine et le nouvel enjeu de la sécurité environnementale », *Revue Défense Nationale*, vol. 812, no. 7, 2018, pp. 95-99.

<sup>5</sup> M.-P. CHÉLINI, *et al.*, « Les voies multiples du développement en Asie », *Entreprises et histoire*, vol. 90, no. 1, 2018, pp. 114-137.

<sup>6</sup> F. DURAND, « Asie du Sud-Est, 1997-2019 : 22 ans entre Fukuyama et Huntington », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, vol. 278, no. 2, 2018, pp. 497-503.



## 2. La « crise des déchets » en Asie du Sud-Est

Au fur et à mesure du développement des pays de l'ASEAN, leur priorité a progressivement évolué d'un point de vue strictement commercial et économique vers une réflexion tournée sur l'environnement et les enjeux sociaux. Le dialogue Europe-ASEAN a grandi d'abord avec un fort déséquilibre des rapports économiques et politiques. En effet, l'Europe faisait peser un poids sur les pays d'Asie du Sud-Est en matière d'aide au développement, mais aussi de par une vision d'ancien colonisateur dans la péninsule indochinoise. Puis, les relations ont évolué vers un dialogue plus coopératif avec l'accélération des accords bilatéraux à la fin du XX<sup>ème</sup> siècle. Cependant, certains rapports de force entre les occidentaux et les asiatiques se font encore sentir de nos jours avec notamment ce que l'on a appelé la « crise des déchets » de 2018. Cette crise a été déclenchée par une prise de conscience des pays d'Asie du Sud-Est, menés par la Chine, sur l'importance des questions écologiques. En 2017, la Chine décide d'imposer des normes strictes à l'importation de déchets plastiques provenant des pays de l'OCDE. Ces pays envoyaient alors en Chine plus de 70% de leurs déchets plastiques<sup>7</sup> en arguant de les faire recycler là-bas. Or il existe différents types de plastiques dont le processus de recyclage n'est pas identique pour tous et que nous ne savons pas encore recycler dans leur intégralité. Les occidentaux ont donc envoyé leurs déchets plastiques de toutes sortes sans même effectuer de tri entre ceux qui étaient recyclables et non-recyclables, sans tenir compte des capacités des usines de recyclage de Chine et des pays d'Asie du Sud-Est. Les réglementations sanitaire et environnementale étant différentes voire inexistantes dans ces pays, des villages de recyclage informel des plastiques ont vu le jour en Asie du Sud-Est et en

---

<sup>7</sup> F. DURAND, « Asie du Sud-Est, 1997-2019 : 22 ans entre Fukuyama et Huntington », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, vol. 278, no. 2, 2018, pp. 497-503.

Chine<sup>8</sup>. Des villages qui ressemblaient davantage à des décharges à ciel ouvert submergeant les pays concernés en raison du manque de moyens techniques ou de l'impossibilité de recycler certains déchets.

Après les restrictions imposées par la Chine, les pays d'Asie du Sud-Est ont d'abord reçu les déchets plastiques qui ne se rendaient plus en Chine. Mais ils sont très vite arrivés aux mêmes limites sociotechniques et environnementales. En signant la déclaration de Bangkok en 2019, les pays de l'ASEAN ont réduit à leur tour les importations de plastiques.

**Néanmoins, les décharges à ciel ouvert existent toujours dans les pays d'Asie du Sud-Est. Bon nombre de ces plastiques sur terre se retrouvent dans les rivières, les mers et les océans suite aux intempéries, de la mousson, ou de l'incivisme.**

Ce phénomène s'est amplifié à l'échelle de la planète au point que l'on parle parfois de « soupe de plastiques » qui met en danger les chaînes alimentaires, la faune, la flore et la sécurité liée à l'eau, comme cela est le cas en Thaïlande. Aussi, l'image d'un océan assimilable à une soupe de plastiques est parfois biaisée par le fait que l'on ne s'attache qu'aux plastiques visibles à nos yeux. Bien qu'un plastique soit dit biodégradable et que l'on ne puisse plus le voir à l'œil nu, il reste pourtant des microparticules de ce débris qui continuent de polluer les milieux naturels.

Au niveau de la réglementation, il est interdit de rejeter des déchets plastiques dans les eaux internationales depuis la convention MARPOL (*Marine Pollution*) dite « 73/78 » de mai 2013, qui a été signée par 152 États.

---

<sup>8</sup> B. MONSAINGEON, « Plastiques : ce continent qui cache nos déchets », *Mouvements*, vol. 87, no. 3, 2016, pp. 48-58.

**Cependant, aucune réglementation n'existe pour les débris issus des terres. Or, ce sont ces déchets plastiques qui se retrouvent majoritaires en mer<sup>9</sup>.**

Dans le cas de la Thaïlande, la pandémie de la Covid-19 a aggravé la crise des déchets plastiques. En raison du confinement de début de pandémie, les Thaïlandais ont beaucoup utilisé les applications de commande de repas qui se servent de boîtes et sacs en plastiques. Plus que de raison, la quantité de plastiques utilisés par jour a drastiquement augmenté. **D'après le *Thailand Environment Institute* (TEI), la quantité de plastique utilisée était d'environ 2 120 tonnes par jour en 2019 avant d'augmenter à environ 3 440 tonnes par jour entre janvier et avril 2020, ce qui équivaut à une augmentation de presque 62 %<sup>10</sup>.**

### *3. La diplomatie environnementale, une notion incontournable des relations internationales*

La diplomatie environnementale internationale a vu le jour dans les années 1970. Cette diplomatie ne touche pas seulement des thèmes directement liés à l'environnement mais traite aussi des aspects plus larges comme le commerce et trafic d'animaux, de propriété intellectuelle, de questions énergétiques, de santé, et de mesures de sécurité. Cette diplomatie peut être qualifiée d'incontournable pour comprendre les relations internationales car elle relève d'un dynamisme assez exceptionnel en termes d'accords multilatéraux passés et de rencontres à l'échelle mondiale. De plus, l'ensemble des sujets soulevés par la diplomatie environnementale sont des questions et des défis planétaires.

---

<sup>9</sup> B. MONSAINGEON, « Plastiques : ce continent qui cache nos déchets », *Mouvements*, vol. 87, no. 3, 2016, pp. 48-58.

<sup>10</sup> T. GODBOLE, « Coronavirus aggravates Thailand's plastic waste crisis », *DW*, May, 27, 2020. URL : [Coronavirus aggravates Thailand's plastic waste crisis | Asia | An in-depth look at news from across the continent | DW | 27.05.2020](https://www.dw.com/fr/coronavirus-aggravates-thailand-s-plastic-waste-crisis/asia-an-in-depth-look-at-news-from-across-the-continent/dw-27.05.2020)

La diplomatie environnementale a pris une toute autre ampleur avec le sommet de Stockholm de 1972, aussi appelé conférence des Nations unies sur l'environnement humain. Cette diplomatie a été rendue plus concrète et globale grâce à ce sommet, à l'issue duquel d'autres sommets sont organisés tous les dix ans permettant de faire des bilans des avancées, de proposer des principes généraux ensuite validés par des déclarations officielles et de créer des institutions internationales dédiées à l'environnement. Ce sommet fut une réussite car des délégations de 114 pays y ont participé alors que les Nations unies ne comptaient à l'époque que 131 États membres ; ce fut l'une des plus grandes conférences internationales jamais organisée alors même que dans les années 1970, la majorité des États ne plaçaient pas l'environnement comme l'une de leurs principales préoccupations. Le sommet a su mettre en avant les intérêts des pays développés comme ceux des pays en développement, en associant de manière étroite développement économique et mesures environnementales. Bien que les pays en développement furent d'abord sceptiques vis-à-vis du bon fonctionnement de cette conférence internationale, des compromis furent trouvés. Vingt-six principes généraux sur l'environnement ont été formulés à la fin des négociations, dont la création des premiers ministères nationaux spécialisés sur l'environnement et la mise en place du programme des Nations unies, ONU Environnement.

Au fil des années, la diplomatie environnementale a évolué. Le sommet de Rio de 1992 a permis d'établir un principe majeur de cette diplomatie qui est le « principe de responsabilité commune mais différenciée ». Cela signifie que tous les États sont concernés par les efforts demandés pour la protection de l'environnement mais les pays développés doivent contribuer davantage que les pays en développement. Les efforts demandés doivent être proportionnels à la capacité des pays à les réaliser. Ce sommet a aussi renforcé le lien entre développement économique et environnement, notamment en

réformant le Fonds mondial pour l'environnement et en s'inscrivant dans une tendance à libéraliser l'environnement.

**Ainsi, l'accent est mis sur la valeur économique de l'environnement qui, utilisée dans les marchés pourrait contribuer à protéger à long terme l'environnement. C'est pour cela que le marché du carbone ou les paiements pour les services écosystémiques ont été créés.**

Le sommet de Rio permet également la création d'une nouvelle institution, la Commission du développement durable.

Plus tard, le sommet organisé à Johannesburg en 2002 va encore plus loin et offre une seconde vie à la diplomatie environnementale internationale. En effet, ce sommet a donné lieu à des partenariats d'un genre différent. Il s'agit de partenariats non seulement entre États mais également de partenariats ouverts à d'autres acteurs tels que des entreprises, des organisations intergouvernementales et des organisations non-gouvernementales. Au total, plus de 200 partenariats sont signés à Johannesburg. Ces partenariats vont garantir une efficacité concrète des mesures environnementales prises lors des sommets car ces nouveaux acteurs directement introduits dans cette diplomatie sont des acteurs de terrain. D'autre part, ces partenariats vont dynamiser d'autant plus ces sommets en s'intégrant dans la tendance à un libéralisme environnemental.

Le changement majeur dans le courant des années 2000 est que la diplomatie environnementale traite des thématiques à la croisée de plusieurs régimes internationaux différents comme le régime des changements climatiques, du commerce, du développement, le régime énergétique... Cette diplomatie forme alors ce qu'on appelle une « structure pluri-institutions ». Les accords pendant les sommets sont trouvés de manière collective et sont acceptés par le consensus

général. Il n'y a pas de système de vote à proprement parler car c'est par le principe de « qui s'oppose l'énonce devant tout le monde » que les accords sont validés. **De ce fait, la diplomatie environnementale recense peu d'échecs car s'opposer devant presque l'intégralité de la communauté internationale sur des sujets planétaires environnementaux pour le bien de l'humanité renvoie une image très négative du pays en question.** Les sommets environnementaux durent en général deux semaines sans interruption où les diplomates enchainent les réunions. La pression est importante car la réputation de chaque pays est en jeu. Ainsi, les discussions se succèdent jusqu'au consensus général, ce que l'on qualifie par la formule anglophone donnée par la Directive européenne sur les énergies renouvelables : « *Nothing is agreed until everything is agreed* » (Rien n'est convenu tant que tout n'est pas convenu).

Aujourd'hui, la diplomatie environnementale combine à la fois de la diplomatie officielle et de la diplomatie informelle permettant à la société civile de s'y intéresser et de suivre les débats de près. Cela a cependant aussi été la porte ouverte à des dérives. En effet, le débat tend à devenir plus politisé. D'une part, les États les plus développés envoient des messages politiques et règlent parfois leurs différends par le biais de cette diplomatie. D'autre part, les pays moins développés utilisent cette diplomatie pour se faire entendre et demander des aides financières<sup>11</sup>.

Concrètement, l'accord environnemental signé lors de la COP21 à Paris en 2015 avait été accepté par l'ensemble des participants. Cependant, le 1<sup>er</sup> juin 2017, les États-Unis se retirent officiellement de l'Accord. Paul Jobin, sociologue, maître de conférences à l'Université Paris-Diderot et chercheur à l'Institut de sociologie de

---

<sup>11</sup> A. ORSINI, « La diplomatie environnementale », Thierry Balzacq éd., *Manuel de diplomatie*, Presses de Sciences Po, 2018, pp. 275-290.

l'Academia Sinica (Taïwan) qualifie le retrait du Président Donald Trump d' « une indifférence revendiquée aux périls de l'anthropocène »<sup>12</sup>. Ce retrait a donné lieu à un contraste saisissant avec l'attitude de la Chine vis-à-vis de l'Accord de Paris sur le climat. Pékin veut faire figure d'exemple dans l'ensemble des efforts accomplis pour l'environnement, la Chine devenant en 2017 le leader mondial des énergies vertes. Le 13<sup>ème</sup> plan de développement sur cinq ans prend en compte la protection de l'environnement marin. De plus, la Chine suit ses promesses et a considérablement réduit les capacités de ses aciéries à hauteur de plus de 30 millions de tonnes en 2018 et sa production de charbon de 150 millions de tonnes<sup>13</sup>. Directement menacée par la pollution atmosphérique, la Chine y gagne car en réalisant ces efforts, elle réduit le coût économique et évite les révoltes et manifestations de sa population quant aux questions environnementales<sup>14</sup>. Ainsi, l'environnement sur la scène internationale peut être utilisé et manipulé dans le cadre d'un conflit plus large opposant Américains et Chinois.

**C'est pourquoi dans la diplomatie environnementale d'aujourd'hui, les intérêts des grandes puissances l'emportent parfois sur les questions et mesures initialement posées par cette diplomatie.**

---

<sup>12</sup> M.-P. CHÉLINI, *et al.*, « Les voies multiples du développement en Asie », *Entreprises et histoire*, vol. 90, no. 1, 2018, pp. 114-137.

<sup>13</sup> A. CULLERRE, « ASEAN-Chine et le nouvel enjeu de la sécurité environnementale », *Revue Défense Nationale*, vol. 812, no. 7, 2018, pp. 95-99.

<sup>14</sup> M.-P. CHÉLINI, *et al.*, « Les voies multiples du développement en Asie », *Entreprises et histoire*, vol. 90, no. 1, 2018, pp. 114-137.

## II. Le cas de la Thaïlande, un « Bébé Tigre » qui tente de progresser en matière environnementale

### *1. Faune et flore menacées et gestion de l'eau : des enjeux environnementaux révélateurs de la situation en Asie du Sud-Est*

En Asie du Sud-Est, les enjeux environnementaux sont conséquents : la majorité des pays de la région souffre d'insécurité environnementale. Le rapport sorti en 2020 de l'Index de performance environnementale (*l'Environmental Performance Index*) du centre de recherche de l'université de Yale (*Yale Center for Environmental Law & Policy*) en collaboration avec l'Université de Columbia (*International Earth Science Information Network*) montre, sur une base de 180 pays examinés grâce à 32 indicateurs, la « bonne santé » ou non de l'environnement et des écosystèmes. Il en résulte que les pays du Sud-Est asiatique sont classés, à quelques exceptions près, dans la seconde moitié du classement allant du meilleur au pire. Néanmoins, la Thaïlande commence à remonter dans le classement et se démarque de ses voisins<sup>15</sup>.

La situation environnementale demeure tout de même compliquée dans la région. Tout d'abord, la faune et la flore pâtissent de la dégradation des milieux et du braconnage qui est toujours monnaie courante dans ces pays. Cependant, souvent soutenues par des organisations internationales, les autorités essayent tant bien que mal d'enrayer les trafics illégaux d'animaux tout en combattant la corruption. Par exemple, le programme environnemental des Nations unies récompense chaque année par un prix ceux qui promeuvent des initiatives innovantes pour un monde plus ouvert vers la protection de l'environnement. En 2018, l'organisation a récompensé

---

<sup>15</sup> *EPI Environmental Performance Index*, Yale Center for Environmental Law & Policy [online]. URL : <https://epi.yale.edu/> PDF : <https://epi.yale.edu/downloads/epipolicymakerssummaryr91.pdf>



notamment un groupe de garde-forestiers thaïlandais pour avoir démantelé un réseau de chasseurs qui tuaient et consommaient des espèces en danger d'extinction dans une réserve. Ils ont pu arrêter ce trafic tout en refusant les pots-de-vin d'un riche et influent homme d'affaires qui se trouvait parmi les chasseurs<sup>16</sup>.

**Ensuite, la préoccupation environnementale majeure dans la zone concerne les forêts**, et cela depuis l'époque coloniale. En effet, les pays d'Asie du Sud-Est sont des civilisations dites du « végétal », voire « civilisations de la forêt » pour les ethnies minoritaires dont les vies dépendent de l'agriculture, souvent de l'agriculture sur brûlis. Cette région a toujours été dense en forêts mais au fil du temps, les aires forestières se sont considérablement réduites. En Thaïlande alors appelée Royaume du Siam, la forêt tropicale représentait au début du XIXe siècle 95% du territoire. Cependant à l'heure de la colonisation, comme dans beaucoup d'autres pays de la péninsule indochinoise, le recul de la forêt s'est accéléré. À la suite de la signature d'un traité d'ouverture politique et économique entre le Royaume de Siam et le Royaume-Uni, le recul de la forêt du Siam s'est traduit par une évolution de 95% à 75% du territoire couvert. Entre 1940 et 1970, la Thaïlande ne compte plus que 50% de forêts sur son territoire. Entre 1970 et 1990, le territoire n'est plus qu'à 24% couvert de forêts. Cependant, à partir des années 1990 ce pourcentage se stabilise d'abord, avant d'augmenter lorsque le pays procède à la plantation de nouvelles forêts<sup>17</sup>.

Bien que des décrets aient été signés depuis 1913 pour la protection de la forêt, ces initiatives n'étaient pas efficaces et venaient principalement de l'influence étrangère. Les colons

---

<sup>16</sup> UN environment programme. Courage, Innovation and Integrity Honoured at Annual Environmental Enforcement Awards. 22 novembre 2018. [en ligne]. URL : <https://www.unenvironment.org/news-and-stories/press-release/courage-innovation-and-integrity-honoured-annual-environmental>

<sup>17</sup> A. ROBERT, « Asie du Sud-Est : la forêt brûle », *L'Information géographique*, vol. 84, no. 2, 2020, pp. 8-30.

accusaient l'agriculture sur brûlis d'être la principale cause du recul de la forêt. Or cette agriculture était réalisée par les locaux, des nomades des montagnes du nord de la Thaïlande qui utilisaient cette méthode depuis la nuit des temps, qui s'avérait être particulièrement adaptée au climat, au mode de vie et à la topographie des lieux. Les colons considéraient toutefois cette pratique réalisée par des « sauvages » comme « dévastatrice » et « primitive ». Les minorités locales étaient alors considérées comme responsables de la déforestation massive. Il faut attendre 1964 et le Décret sur les Réserves Forestières Nationales (*National Forest Reserves Act*) pour que les forêts commencent à être protégées plus sérieusement, que ce soit par les nationaux ou par des organisations internationales. En effet, après la Seconde Guerre mondiale et dans le contexte de guerre froide, les relations internationales ont beaucoup évolué, notamment avec l'émergence de nouveaux acteurs : les organisations internationales (l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), le *World Wildlife Fund* (WWF)). Ces organisations sont intervenues dans la promotion de la préservation des forêts auprès des États. Au moment où la diplomatie environnementale commençait à prendre de l'ampleur, le rapport Brundtland de 1987 intitulé « *Notre avenir à tous* » a touché beaucoup d'États qui ont multiplié les projets bilatéraux à l'échelle mondiale et injecté de l'argent pour les initiatives environnementales. Les États d'Asie du Sud-Est y ont vu un moyen de financer des projets nationaux de développement. Ainsi, de nombreuses aires protégées ont vu le jour, surtout en Thaïlande. Le gouvernement thaïlandais et les organisations internationales ont pris très au sérieux la protection de la forêt auprès de ses habitants. Ces locaux habitent des zones dites marginalisées des hautes terres de la Thaïlande. Ce sont des minorités ethniques perçues comme « non-développées » qui pratiquent encore aujourd'hui l'agriculture sur brûlis mais de manière résiduelle. En effet, cette agriculture n'est

plus adaptée à une Thaïlande en boom urbain et en pleine croissance démographique. Mais il ne s'agit pas de cet enjeu dans le cas des populations nomades des montagnes et forêts reculées ; l'interdiction de faire de l'agriculture sur brûlis dictée par les autorités thaïes a permis d'exercer un contrôle sur ces populations marginalisées. Il faut en effet être sédentaire pour être citoyen donc ces minorités n'étaient pas considérées comme citoyens du pays. À l'heure actuelle en Thaïlande, en théorie, il est interdit de vivre dans les régions montagneuses, officiellement pour garantir la protection des forêts<sup>18</sup>. Cependant le bois est toujours utilisé dans le pays et plus largement dans toute l'Asie du Sud-Est, que ce soit comme bois de chauffe (le bois et les déchets sont utilisés comme source de chaleur pour cuisiner par 250 millions de personnes en 2018<sup>19</sup>), bois de construction, pour le commerce des bois tropicaux, etc.

**De plus, la gestion de l'eau est un enjeu planétaire qui touche l'Asie du Sud-Est. Dans la région se trouvent plusieurs cours d'eau vitaux prenant source dans l'Himalaya, notamment le Mékong, le fleuve Rouge et l'Irrawaddy. L'eau est une ressource vitale non seulement pour s'hydrater mais aussi en termes de production d'électricité.**

**En Asie du Sud-Est, l'hydroélectricité est la principale source de production d'électricité parmi les énergies renouvelables.**

En effet, depuis ces dernières années, l'hydroélectricité représente 14% dans les 18% d'électricité produite grâce à de la bioénergie. Les pays de la péninsule indochinoise dépendent ainsi de l'hydroélectricité dans leur production. Mais au sein des pays de l'ASEAN, le potentiel hydroélectrique est très inégalement réparti,

---

<sup>18</sup> S. DÉRY, « Les aires protégées, nouvel outil du dynamisme des États sud-est asiatiques ? », *Annales de géographie*, vol. 659, no. 1, 2008, pp. 72-92.

<sup>19</sup> E. MOTTET, « La transition énergétique en Asie du Sud-Est », *Hérodote*, vol. 176, no. 1, 2020, pp. 97-111.

ce qui a pu créer des tensions géopolitiques très fortes autour de l'or bleu. Tandis que le Laos détient environ les deux tiers du potentiel hydroélectrique de la zone, les autres pays de l'ASEAN tentent de mettre en place des projets pour augmenter leur production d'hydroélectricité grâce à la construction de barrages. C'est le cas de la Thaïlande : l'objectif est d'accroître la production d'hydroélectricité de manière significative d'ici 2040<sup>20</sup>.

La gestion de l'eau est aussi difficile à appréhender en Asie du Sud-Est car **cette région du monde est de plus en plus exposée aux catastrophes naturelles tels que cyclones, inondations suite à la mousson notamment ou sécheresses**. L'eau est très polluée, non seulement à cause de ces aléas mais également en raison de certains modes de vie (l'utilisation de déchets plastiques, etc.) Aussi, le secteur agricole est le plus porteur dans la plupart des pays d'Asie du Sud-Est. L'eau devient alors une ressource cruciale qui supporte le développement économique de la région. C'est pourquoi, dans le cas de la Thaïlande, avoir une sécurité de l'eau constitue une préoccupation majeure. Cela est déjà un véritable challenge que de garantir l'accès à une eau de bonne qualité de manière suffisante en toutes circonstances et en toutes saisons. Si la Thaïlande a toujours pour ambition de continuer à grandir économiquement et démographiquement, il faudra pouvoir remédier à ce problème majeur de sécurité lié à l'eau d'ici 2036<sup>21</sup>.

Enfin, la liste des problèmes environnementaux en Asie du Sud-Est est encore longue ; il n'est cité ici qu'un échantillon des enjeux. Même si l'Asie du Sud-Est, comme le reste du monde, commence à prendre conscience de son impact environnemental.

---

<sup>20</sup> *Ibid.*

<sup>21</sup> OCDE (2019), Multi-dimensional Review of Thailand (Volume 2) : In-depth Analysis and Recommendations, OECD Development Pathways, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264307674-en>.

## 2. Vers des coopérations concrètes

Grâce à une prise de conscience globale, les coopérations à l'échelle régionale et internationale ont commencé à se multiplier. Les pays de l'ASEAN et la Chine étant particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique et aux enjeux environnementaux, cela les pousse à collaborer, notamment lors de forums sur des thèmes environnementaux variés organisés par l'ASEAN, et à mettre en place des plans d'actions conjoints. C'est ainsi que le volet environnemental commence véritablement à trouver sa place dans le discours politique des pays asiatiques. Cependant, tous les projets sont loin d'être toujours concrétisés. Les contentieux géopolitiques au sein des relations des pays de l'ASEAN entre eux et de ces pays avec la Chine, restent des freins évidents à davantage de coopération et occultent les enjeux climatiques. Les conflits territoriaux en mer de Chine méridionale sont un bon exemple car ils ont longtemps empêché un dialogue franc pour arriver à des accords visant à améliorer la sécurité environnementale dans la région. En novembre 2017 finalement, à l'occasion du 20<sup>ème</sup> sommet et du 15<sup>ème</sup> anniversaire de la signature de la Déclaration sur la conduite des parties en mer de Chine du Sud (*Declaration on the conduct of parties in the South China Sea*), a été signée une déclaration conjointe entre l'ASEAN et la Chine pour la décennie de la protection environnementale marine et côtière dans la mer de Chine du Sud pour la période 2017-2027. Cela représente un premier pas vers des efforts communs<sup>22</sup>. D'autres initiatives de coopérations multilatérales sont prises au sein de l'ASEAN, comme des plans d'action pour entamer une transition énergétique dans le programme *ASEAN Plan of Action for Energy Cooperation 2016-2025 (APAEC)* de 2014<sup>23</sup> ; ou encore de manière concrète, en formant les

---

<sup>22</sup> A. CULLERRE, « ASEAN-Chine et le nouvel enjeu de la sécurité environnementale », *Revue Défense Nationale*, vol. 812, no. 7, 2018, pp. 95-99.

<sup>23</sup> E. MOTTET, « La transition énergétique en Asie du Sud-Est », *Hérodote*, vol. 176, no. 1, 2020, pp. 97-111.

populations à travers les pays par le biais « d’envoyés verts » qui participent à répandre les bonnes pratiques à mettre en place pour l’environnement<sup>24</sup>.

**Par ailleurs, dans l’aide apportée à la mise en place de projets écologiques, beaucoup de pays occidentaux, d’organisations étrangères ou d’instances internationales financent directement ou indirectement les pays du Sud-Est asiatique (Banque mondiale, Banque asiatique de développement, Programme des Nations unies pour l’Environnement)<sup>25</sup>.** En Thaïlande plus particulièrement, des projets de grande ampleur ont vu le jour. La situation environnementale thaïlandaise s’est cristallisée ces deux dernières années autour d’un enjeu majeur, à savoir la pollution des eaux à cause des déchets plastiques. Le pays est le sixième pollueur marin au monde en 2019. Cela s’explique par ses nombreux déchets produits, à hauteur de 24 millions de tonnes par an, dont 2 172 tonnes se retrouvent en mer – et sont en majorité du plastique<sup>26</sup>.

Un Thaïlandais utilise jusqu’à 8 sacs en plastique par jour et consomme 40 kilogrammes de plastique par an – d’où un total annuel de 2.1 millions de tonnes, à l’échelle du pays. Ce taux élevé de consommation tient du fait culturel mais aussi des contraintes sanitaires car, comme exposé précédemment, la Thaïlande n’a pas de sécurité liée à l’eau. La population doit donc acheter des bouteilles d’eau en plastique parfois non recyclables. De plus, depuis janvier 2018, le volume de plastiques sur le sol thaïlandais ne fait qu’augmenter, notamment à cause de la décision de la Chine de ne plus importer de déchets plastiques. Ainsi, la « crise des déchets » de

---

<sup>24</sup> A. CULLERRE, « ASEAN-Chine et le nouvel enjeu de la sécurité environnementale », *Revue Défense Nationale*, vol. 812, no. 7, 2018, pp. 95-99.

<sup>25</sup> S. DÉRY, « Les aires protégées, nouvel outil du dynamisme des États sud-est asiatiques ? », *Annales de géographie*, vol. 659, no. 1, 2008, pp. 72-92.

<sup>26</sup> France Diplomatie, Ministère de l’Europe et des Affaires Etrangères. L’intelligence artificielle pour prévenir les débris marins. [En ligne]. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-scientifique-et-universitaire/veille-scientifique-et-technologique/thaïlande/article/l-intelligence-artificielle-pour-prevenir-les-debris-marins>. Consulté le 20 septembre 2020.

2018 a provoqué une réorientation de ces déchets en Thaïlande<sup>27</sup>. Depuis lors, les pays occidentaux ont intensifié leur aide envers les pays d'Asie du Sud et du Sud-Est pour entre autres traiter les déchets.

Il s'agit en quelque sorte de « faire amende honorable » tout en alliant ses forces pour mener vers un monde plus respectueux de la planète. L'exemple concret du projet européen intitulé « Repenser les plastiques : des solutions d'économie circulaire pour lutter contre les déchets marins » (*Rethinking plastics : Circular Economy Solutions to Marine Litter*), lancé le 13 novembre 2019, est assez représentatif de ce phénomène. La mise en œuvre de ce projet est à l'initiative de la *Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)*, l'agence de coopération internationale allemande pour le développement, en partenariat avec le département développement durable d'Expertise France (l'agence française de coopération technique internationale). Ce projet réunit la Thaïlande, la Chine, l'Indonésie, le Japon, les Philippines, Singapour, le Vietnam et l'Union européenne pour lutter contre la pollution marine, pour appuyer la transition vers une économie circulaire et la réduction des déchets plastiques dans les sept pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est cités. Débuté en mai 2019, le projet durera trois ans et dispose d'un budget de 9.9 millions d'euros<sup>28</sup>.

**Il existe aussi un engagement de la France avec l'Asie du Sud-Est sous forme de coopération bilatérale. Tous les ans, l'Agence française de développement (AFD) intervient dans 18 pays d'Asie avec environ 130 projets et engage plus d'un milliard d'euros. Plus de 70% des projets sont réalisés au profit de la**

---

<sup>27</sup> France Diplomatie, Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères. Une coopération avec l'UE pour lutter contre la pollution des déchets plastiques en Asie du de l'Est et du Sud-Est. [En ligne]. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-scientifique-et-universitaire/veille-scientifique-et-technologique/thaïlande/article/une-cooperation-avec-l-ue-pour-lutter-contre-la-pollution-des-dechets>. Consulté le 20 septembre 2020.

<sup>28</sup> Expertise France. Rethinking Plastics – Circular economy solutions to marine litter. [En ligne]. <https://www.expertisefrance.fr/fiche-projet?id=778170>. Consulté le 21 septembre 2020.

**protection du climat dans le cadre du mandat « Croissance verte et solidaire »**<sup>29</sup>. Comme l'énonce clairement le Livre Blanc de la stratégie française en Asie-Océanie, la France, au nom de la solidarité et de l'influence française dans la région, « *contribuera à l'amélioration de la qualité de vie des populations et à une réponse efficace au changement climatique* » (Orientation 5.2) et « *accompagnera les transitions économiques, démographiques, territoriales, énergétiques et technologiques des pays de la région* » (Orientation 6) à l'horizon 2030<sup>30</sup>.

De son côté le gouvernement thaïlandais a prévu « *d'interdire toute importation des déchets plastiques à compter de 2021 dans le but de recycler d'ici à 2030, 100% des déchets plastiques produits localement* »<sup>31</sup>.

**À long terme, le projet est soutenu par Suez, le groupe français de gestion de l'eau et des déchets, pour atteindre cet objectif en réalisant la construction d'une usine de recyclage des déchets plastiques en polymères recyclés près de Bangkok**<sup>32</sup>.

**Ainsi, la Thaïlande est en assez bonne voie pour réaliser des prouesses en termes d'innovation et de technologies pour sauvegarder l'environnement grâce à des collaborations avec**

<sup>29</sup> France Diplomatie, Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères. Environnement : une région confrontée à de nombreux défis. [En ligne]. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/asia-oceanie/une-region-strategique-au-regard-des-enjeux-globaux/article/environnement-une-region-confrontee-a-de-nombreux-defis>. Consulté le 21 septembre 2020.

<sup>30</sup> France Diplomatie, Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères. Livre Blanc Stratégie française en Asie-Océanie à l'horizon 2030 Vers un espace asiatique indopacifique inclusif extrait de la stratégie présentée en marge de la conférence des ambassadeurs et des ambassadrices. 28 août 2018. Paris. [En ligne]. [https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/livre\\_blanc-com\\_fr-eng\\_cle876fb2-1.pdf](https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/livre_blanc-com_fr-eng_cle876fb2-1.pdf). Consulté le 22 septembre 2020.

<sup>31</sup> France Diplomatie, Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères. Une coopération avec l'UE pour lutter contre la pollution des déchets plastiques en Asie du de l'Est et du Sud-Est. [En ligne]. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-scientifique-et-universitaire/veille-scientifique-et-technologique/thaïlande/article/une-cooperation-avec-l-ue-pour-lutter-contre-la-pollution-des-dechets>. Consulté le 20 septembre 2020.

<sup>32</sup> SUEZ. SUEZ accompagne la Thaïlande dans le recyclage des déchets plastiques. [En ligne]. <https://www.suez.com/fr/actualites/communiqués-de-presse/suez-accompagne-la-thaïlande-dans-le-recyclage-des-dechets-plastiques>. Consulté le 22 septembre 2020.



**d'autres pays.** Preuve en est, l'OCDE recense pour la Thaïlande 13,2% des brevets technologiques liés à l'environnement (Indicateurs technologiques) créés en 2016, bien au-delà de la moyenne des pays de l'OCDE qui sont à 9.6%. Cela ne peut qu'encourager la collaboration internationale sur le développement technologique pour remédier aux différents défis environnementaux régionaux<sup>33</sup>.

### *3. La spécificité thaïlandaise : la voie spirituelle pour l'environnement*

En Thaïlande, la spiritualité a une place importante ; plus de 90% de la population pratique le bouddhisme. Or les valeurs transmises par cette religion sont fortement liées aux valeurs écologistes. En effet, les bouddhistes croient à l'interconnexion des êtres, l'harmonie avec la nature, l'aide à son prochain, la diminution de la souffrance ou encore la vie simple. Dans les années 1980 et 1990, des moines observent le développement de la Thaïlande grâce au tourisme et à l'agriculture au détriment du respect de l'environnement. Des mouvements de moines écologistes se créent et militent aux côtés de véritables activistes écologistes. Le moine Phra Prachak est alors l'un des bonzes 34 les plus connus pour la lutte contre la déforestation, véritable fléau en Thaïlande. Conduit par sa foi bouddhiste, ce moine a été l'instigateur de marches pour l'environnement et est devenu célèbre après avoir protégé la forêt de Dong Yai, où les villageois procédaient à de l'agriculture sur brûlis et des coupes sauvages. Les villageois ont fini par faire don de leur forêt à ce moine afin qu'il y construise un monastère. Phra Prachak attacha aux arbres des robes couleur safran que portent habituellement les moines bouddhistes. Les arbres étaient alors célébrés comme étant sacrés à l'image des bonzes. Cette pratique

---

<sup>33</sup> OCDE (2020), Brevets sur technologies liés à l'environnement (indicateur). doi: 10.1787/89124c6e-fr (Consulté le 24 septembre 2020).

<sup>34</sup> Prêtre ou moine de religion bouddhique de l'Asie du Sud et du Sud-Est.

d'ordination des arbres pour les protéger de la déforestation a été reprise de nombreuses fois à travers tout le pays. Cependant, pour la forêt de Dong Yai et bien d'autres forêts en Thaïlande, cela n'a pas suffi. **Bien que la déforestation y soit illégale, les autorités locales ferment les yeux sur des exactions en raison de la corruption liée à la mafia et au *lobbying* de grandes entreprises implantées.** Finalement, le moine Phra Prachak a été arrêté, persécuté et jugé car il n'a jamais accepté de faire déplacer le monastère forestier. Ce dernier a fini par être détruit par les autorités, alors que Phra Prachak n'a pas été soutenu par la hiérarchie bouddhique. La politique se mêlant au spirituel, il devint laïc. Son combat reste cependant un symbole qui ne s'est pas perdu : des arbres continuent d'être consacrés et des marches en forêt pour le respect de l'environnement ont régulièrement lieu<sup>35</sup>.

D'autres initiatives sont aujourd'hui encore menées par des moines bouddhistes écologistes. Le podcast intitulé « *En Asie, Sikhs et Bouddhistes prêchent l'écologie* », diffusé sur le site de *Radio France internationale* dans la rubrique sur les thèmes environnementaux « C'est pas du vent »,<sup>36</sup> nous présente par exemple les projets des moines écologistes du temple de Phra Sangkom situé à 150 km à l'Est de Bangkok. Ils ont formé une communauté regroupant moines bouddhistes, étudiants et agriculteurs thaïlandais, et vivent dans ce qu'ils appellent un « écovillage » dans lequel se trouve une école, un temple, des maisons et des terres agricoles. Ils ont choisi de vivre en harmonie avec la nature et d'être complètement autonomes. En effet, ces moines mangent ce qu'ils récoltent et pêchent sur place. De plus, ils construisent les bâtiments grâce à des briques d'adobe, c'est-à-dire

---

<sup>35</sup> S. CHUNGPRAMPREE, « Des bouddhistes engagés pour l'environnement », *Revue Projet*, vol. 347, no. 4, 2015, pp. 68-71.

<sup>36</sup> J. TRAMBOUZE, « En Asie, Sikhs et Bouddhistes prêchent l'écologie » [podcast en ligne], *Radio France internationale*, « C'est pas du vent », 22 novembre 2019 [écouté le 22 juillet 2020] <https://www.rfi.fr/fr/emission/20191122-asie-sikhs-bouddhistes-ecologie-thaïlande-inde>

des briques faites d'un mélange de terre, d'eau et de tiges de riz, faciles à faire et peu coûteuses, qui utilisent les matériaux présents dans leur environnement. Les constructions sont pensées de telle sorte qu'elles s'adaptent en temps de forte chaleur en s'aérant naturellement, il n'y a donc pas besoin d'air conditionné. Leur mot d'ordre est ainsi l'autosuffisance. Ces moines écologistes enseignent leur savoir vivre à des enfants et des étudiants : ils leur apprennent ce qu'est une agriculture raisonnée et une économie de suffisance. Un moine écologiste interviewé à ce sujet critique le système éducatif du gouvernement et la vision de l'éducation dans le monde en général. Pour lui, l'éducation donnée rend les étudiants esclaves de l'argent : ils ne travaillent pas pour leur prochain mais pour intégrer des grandes entreprises ou obtenir des postes d'État. L'autonomie est très importante, il faut pouvoir réaliser des projets écologiques grâce aux matériaux trouvés directement sur leur lieu de vie et applicables à leur mode de vie. Pour cela, les moines bouddhistes s'inspirent des paroles du roi Rama IX, de son vrai nom Bhumibol Adulyadej, qui a régné sur la Thaïlande de 1950 à 2016. Le roi Rama IX était connu pour être très à l'écoute de son peuple et inventif : il avait pensé à plus de 3300 projets ou inventions qui permettraient d'améliorer la vie de son peuple, et a même reçu en 2000 le prix du 49ème salon mondial de l'invention, de la recherche et de l'innovation industrielle « *Brussels eureka* », pour l'invention du « *Chaipattana Low Speed Surface Aerator, model RX-2* » un appareil servant à la dépollution de l'eau<sup>37</sup>.

Les moines de l'écovillage souhaitent appliquer les préceptes et projets de Rama IX qui assurent un progrès vers un monde plus respectueux de la nature tout en permettant le développement de la Thaïlande. Mais pour ce faire selon eux, il faudra faire plus que

---

<sup>37</sup> Rama IX : Bhumibol Adulyadej, roi de Thaïlande de 1950 à 2016 [en ligne], *Toute la Thaïlande*. 13 juin 2020 [13 juillet 2020] <https://toutelathailande.fr/le-roi-de-thaïlande-rama-ix-sa-majeste-bhumibol-adulyadej/>

d'ordonner des arbres moines pour apprendre à la population à vivre en harmonie avec la nature.

L'environnement et la religion bouddhiste sont ainsi très liés, mais ce lien va au-delà de cette seule religion. L'initiative du *Réseau international des bouddhistes engagés* a permis à un autre réseau de voir le jour en 2012, le *Réseau interreligieux pour le climat et l'écologie*. Ce réseau panasiatique rassemble des communautés religieuses différentes grâce à l'échange d'expériences locales, et lutte contre les inégalités et la pauvreté qui tendent à s'accroître à cause du changement climatique. Autre exemple, celui du « Forum international spécial bouddhistes et musulmans sur la paix et le développement durable » de 2013 en Malaisie, qui a permis la signature de la Déclaration de Jogjakarta en mars 2015. Cette Déclaration a réuni bouddhistes et musulmans, qui sont pourtant en conflit notamment au Myanmar et au Sri Lanka. Ils ont pu trouver un accord qui les rassemble car leurs textes canoniques respectifs partagent des valeurs communes sur le respect de la vie en harmonie avec la nature<sup>38</sup>. Ainsi, le sujet de l'environnement peut aussi être un trait d'union entre les religions et peut-être un jour source d'un véritable apaisement.

---

<sup>38</sup> S. CHUNGPRAMPREE, « Des bouddhistes engagés pour l'environnement », *Revue Projet*, vol. 347, no. 4, 2015, pp. 68-71.